

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 31 mai 2021

Violences :

L'insécurité est d'abord sociale !

Vendredi 28 mai, une attaque au couteau a eu lieu à la Chapelle-sur-Erdre, près de Nantes. Une policière municipale a été blessée et son arme subtilisée par un forcené qui a blessé un gendarme après avoir pris une personne en otage. Cet événement tragique – qui a eu pour seule mort celle de l'assaillant – est révélateur de bien des maux de notre société. Qui posent la question : comment en est-on arrivé là ?

Les partisans de l'ordre

Les politiciens en campagne électorale s'en sont immédiatement donné à cœur joie. Un agresseur musulman présumé, un couteau, et voilà une nouvelle campagne sécuritaire. Comme il s'agit d'un ancien détenu de droit commun, voilà une débauche d'amalgames décrivant un terroriste radicalisé libéré par une justice laxiste ! « *Il faut des prisons, des peines plancher, développer la surveillance électronique* », surenchérisse les politiciens, de droite comme de gauche. Sauf qu'on est loin du compte !

D'où vient la violence ?

Car voilà, les démagogues ont dégainé comme d'habitude trop vite. L'assaillant était certes croyant. Mais, surtout, il était atteint d'une grave maladie mentale. Que faisait-il donc dans les rues ? Pourquoi n'était-il pas à l'hôpital pour y être soigné ? Tout simplement parce que, dans ce pays, on tue à petit feu les urgences psychiatriques dont le personnel est en sous-effectif, au bord du burnout – les suicides ne sont pas rares parmi les travailleurs de la psychiatrie.

Et ce serait la prison qui nous protégerait de ce genre de personnes avant tout malades ? Qui peut croire qu'on soigne une maladie mentale entre quatre murs en béton ? Autant qu'ailleurs, plus qu'ailleurs, c'est de personnel compétent et en nombre suffisant dont on a besoin pour prévenir de telles situations. Les économies du gouvernement dans la santé ont des conséquences dramatiques qui pourraient être évitées.

L'insécurité : de quoi parle-t-on au juste ?

Pour les politiciens, le principal problème serait l'insécurité. Quelle insécurité ? Du côté des violences en général, elle n'a pas vraiment augmenté.

Et si le sentiment d'insécurité est bien réel, c'est sur un autre terrain. Avec un million de personnes supplémentaires passées sous le seuil de pauvreté, un chômage qui explose, des licenciements qui se multiplient, le contexte est très anxiogène. Si l'on ajoute l'absence d'avenir pour les jeunes – y compris les étudiants –, les retraites des anciens trop souvent misérables, on peut se sentir piégé.

La violence ne tombe pas du ciel. Bien sûr que l'augmentation de la misère produit des tensions, du désespoir ! Il est légitime de faire le lien entre les profits record du CAC 40 et la pauvreté grandissante. La preuve ? Alors que huit millions de personnes étaient dépendantes de l'aide alimentaire, entre mars 2020 et mars 2021, les milliardaires français ont vu leur fortune augmenter de 40 %. Mais les politiciens nous proposent la peur pour seul horizon, pour que l'on ne s'attarde pas sur ces chiffres révélateurs de l'injustice de leur société.

Combattre l'insécurité... sociale !

On ne combattra pas la violence à coups de caméra de surveillance, de déploiement policier, visant toujours les quartiers populaires. On ne combattra pas les maladies mentales à coups de matraque ou de peine prolongée. On ne combattra pas la misère en construisant plus de prisons.

Alors, c'est vrai, le climat social est lourd. Mais un climat ça se change. Bien sûr par des luttes, mais souvent aussi par de la solidarité entre travailleurs sur les lieux de travail et dans nos quartiers. Et ça commence par ne pas céder aux hurlements sécuritaires des ennemis des travailleurs.

Les politiciens, et derrière eux la bourgeoisie, n'ont pas de solutions puisque c'est leur course aux profits qui est à l'origine de la majorité de nos problèmes. La peur empêche de réfléchir, d'agir, c'est une évidence, mais nous sommes de plus en plus nombreux à ne pas être dupes.

Le tunnel interminable d'H+... entrecoupé d'H-

Ce lundi, au Montage, la hiérarchie a expliqué au briefing qu'il pourrait y avoir du chômage encore la semaine prochaine ou plus tard. Pourtant la direction prévoit encore beaucoup d'H+ le soir, les week-ends, le 14 juillet...

Faire des H+ alors qu'il y a du chômage et qu'il va y en avoir encore c'est complètement dingue : si on manque de pièces il n'y a qu'à lisser la production, sans H+.

Apprenons lui le respect

Lundi 24 mai, des intérimaires et des sous-traitants sont venus à 5h20 et 13h pour rien. La direction ne les avait pas prévenus de l'annulation. Quand elle veut les avoir sur postes, souvent les plus durs, elle leur court après, par contre quand elle n'a plus besoin d'eux, elle les oublie...

Plannings incompréhensibles même pour les chefs

Au CSE de jeudi dernier, la direction a précisé les H+ de 30 min à faire en juin au Montage. Mais elle n'a pas rappelé que ce lundi soir 31 mai elle prévoyait aussi une H+. Les salariés, les RU, les RG, les syndicats... tout le monde était convaincu que l'heure de fin était 20h35. Ce n'est que lors de la séance que la direction a déclaré qu'il fallait quand même faire 30 min d'H+ obligatoire après 20h35 dès ce lundi...

Certains salariés, venus en transports, seraient venus en voiture si on leur avait dit qu'il y aurait 30 minutes d'H+. Mais les problèmes de transports, on a bien compris que la direction s'en fout. Les soirs à 20h35, mettons-nous en grève et retournons chez nous, la direction, elle, ne se prend pas la tête !

La folle semaine

La direction nous bousille un week-end de 3 jours en prévoyant de faire travailler le lundi férié 24 mai, puis l'annule la veille le dimanche à 18h30. Elle nous met pour la plupart au chômage du mardi au jeudi et fait venir les salariés du Montage vendredi après-midi pour 5 heures de production. Finalement elle annule au dernier moment le travail du samedi 29 mai pour l'équipe 12 du Ferrage-Peinture.

Heureusement que l'équipe 12 n'est pas venue, le seul jour travaillé de la semaine aurait été un samedi !

Même les horaires deviennent précaires

Vendredi après-midi, il n'y avait que 5 heures de travail au Montage, les salariés sont partis vers 18h. Pour le Ferrage et la Peinture, avec l'horaire 7h30-13h, il y a 5 samedis travaillés obligatoires jusqu'au 3 juillet : faire 2 à 3 heures de transports pour être payé que 5h10, c'est pas très rentable pour nous !

La direction prend de nouvelles habitudes avec ses horaires à la carte. Exigeons le strict volontariat pour les H+, et que les jours travaillés de 5 heures soient systématiquement payés 7 heures !

La crise des semi-conducteurs a bon dos

D'autres usines Stellantis sont elles aussi à l'arrêt : Mulhouse, Sochaux, à l'étranger... pour la direction c'est une occasion de tester une nouvelle flexibilité, de précariser les CDI, de voir jusqu'où elle peut aller pour contraindre les salariés à suivre ses caprices.

Au nom du père, du fils et de Stellantis

Le 24 mai, une délégation dirigée par Tavares a été reçue par le pape François au Vatican. L'occasion de lui vanter l'« intégrité » et l'« éthique » de Stellantis et de lui présenter la nouvelle Fiat 500 qui « délivre [...] un appel à l'action pour créer un monde meilleur ». Le pape pourra donner sa sainte bénédiction, il n'occultera pas la vérité des voitures que nous produisons : bas salaires, cadences infernales, sous-effectifs. Une sacrée exploitation !

Argent public : fortunes privées des actionnaires

Les entreprises du CAC 40 vont verser 51 milliards aux actionnaires pour 2021 : + 22 % par rapport à 2020. L'équivalent de l'ensemble des dépenses de personnel annuelles des hôpitaux publics.

En 2020, Bruno Le Maire avait dit aux entreprises : « C'est dans ces moments de crise qu'il faut profiter de l'argent de l'État, croyez moi ce n'est pas tous les jours que vous verrez un ministre des Finances vous dire : vous avez besoin d'argent, je vous en donne ! ». Carlos Tavares n'a rien communiqué de sa rémunération. On imagine combien il a été récompensé de la fusion dans Stellantis ! Tout en palpant pour PSA les aides publiques sur nos impôts.

Les travailleuses de l'hôtel Ibis ont gagné !

Après des mois de lutte et de grève, depuis juillet 2019, les femmes de chambre de l'hôtel Ibis Batirolles, à Paris, ont obtenu une augmentation de salaire de 250 à 500 € par mois, la baisse des cadences, l'annulation de mesures discriminatoires et de mutations forcées de salariés en restrictions médicales.

Ibis appartient au groupe milliardaire Accor qui sous-traite le nettoyage à des conditions que les sous-traitants s'empressent de faire peser sur les salariés. Payés pas plus de 1 000 € mensuels.

Les travailleuses de Ibis ne sont pas restées isolées, elles sont allées voir d'autres hôtels et d'autres entreprises en luttant, les femmes de chambre ont gagné et c'est une victoire pour nous tous !

Les Fondateurs tiennent bon !

Samedi 29 mai, 1 500 personnes se sont à nouveau rassemblées à Hennebont, pour soutenir la lutte et la grève (5^e semaine) que mènent les ouvriers de la Fonderie de Bretagne, pour que Renault ne vende pas leur site en menaçant de 350 licenciements. Les Fondateurs se battent partout en France. Nous aussi nous sommes menacés par Renault et PSA.